

La désapprobation de l'administration de Boluarte grandit de jour en jour.



Par María Josefina Arce

La désapprobation à l'égard de la présidente autoproclamée du Pérou, Dina Boluarte, a atteint un niveau record. Selon le dernier sondage IpsosPeru, 93 % des citoyens jugent inefficace son action à la tête du pays.

Mme. Boluarte est devenue présidente après la destitution et l'arrestation du président élu Pedro Castillo, et depuis lors, elle a dû faire face à une crise après l'autre.

Des mois de fortes manifestations, violemment réprimées par la police et faisant des dizaines de morts, ont dominé le début de l'administration de Mme Boluarte, dont la démission était réclamée par les manifestants.

Le ministère public a ouvert une enquête contre elle pour génocide, homicide aggravé et lésions corporelles graves, mais le Congrès, dominé par la droite, a refusé de la mettre en accusation pour les décès survenus lors des manifestations.

Le Congrès l'a de nouveau soutenue en refusant de la mettre en accusation, cette fois pour des actes de corruption présumés dans le récent scandale des montres haut de gamme.

Mme Boluarte est au pouvoir depuis un peu plus d'un an et, durant cette période, elle a réaffirmé qu'elle resterait au pouvoir, revenant sur sa promesse initiale de convoquer des élections générales.

Tout cela a détérioré l'image de Boluarte, qui n'a jamais vraiment bénéficié d'un grand soutien de la part de l'opinion publique. A cela s'ajoutent les changements incessants au sein de son cabinet, reflet de l'instabilité de son gouvernement, plus marquée dans les portefeuilles de l'intérieur et de l'éducation.

L'enquête révèle également que les Péruviens estiment que la présidente ne gère pas efficacement les demandes de la population, telles que l'accès aux services de base et le besoin urgent de réformes dans des secteurs tels que la santé et l'éducation.

La crise de l'éducation, par exemple, s'est aggravée ces derniers temps. En 16 mois de mandat, Boluarte a nommé cinq ministres de l'éducation.

Selon un sondage réalisé en février par la société de conseil Datum, 91 % de la population estime qu'il n'y a pas eu de changement positif dans ce domaine. Les travailleurs du secteur ont dénoncé le manque d'investissement qui a conduit à l'état déplorable de nombreuses écoles.

Beaucoup de ces centres du système d'éducation publique n'ont pas d'eau potable ni d'électricité, et il n'y a pas de garantie de nourriture pour les élèves, ni de salaire décent pour les travailleurs du secteur.

L'image de la présidente autoproclamée du Pérou, Dina Boluarte, qui fait face à un rejet de plus en plus grand chaque jour, mais qui refuse d'écouter les Péruviens qui exigent sa démission, se dégrade.



Radio Habana Cuba